Entretien avec Carlos Franqui

Carlos Franqui a été l'un des chefs de la clandestinité à Cuba au temps de Batista, puis commandant de la guérilla, puis directeur du journal «Revolucion» (aujourd'hui «Granma»), puis ministre de la culture de Castro. Il s'est exilé en 1968, et il vit actuellement en Italie. Il a publié un livre de souvenirs critiques «Portrait de famille avec Fidel», en espagnol, en anglais et en italien mais malheureusement pas en français, et est paru récemment à Barcelone un ouvrage de réflexions théoriques Révolution, Nécessité, Mythe et Barbarie.

À l'occasion d'une rencontre organisée à Paris par des compagnons chiliens, nous nous sommes entretenus avec Carlos Franqui sur son expérience.

– 0 –

Pendant ces 25 dernières années, nous avons eu à Cuba de nombreux mouvements, d'un type ou d'un autre. Je dirais que le plus puissant fut celui ayant surgi tout au début, dans des conditions très difficiles, puisqu'il s'agissait de l'époque où la Révolution venait de détruire le capitalisme cubain. En effet, dès 1961 près d'un millier de guérilleros – d'origine populaire pour la plupart et ne partageant pas des idéologies capitalistes et pro-américaines – se soulevaient à Escanbray. Ce mouvement, en désaccord avec les USA, ne fut liquidé que grâce à la déportation massive de la population paysanne de la région. Nous avions ici un problème qui d'une certaine manière est en train de se poser au Nicaragua également. Il y avait un exil cubain aux USA: bien bourgeois, bien petit-bourgeois, bien favorable à Batista, encore que certains révolutionnaires aient dû quitter Cuba à cause des persécutions et en faisaient partie. Qu'ont fait les américains? La trahison de la baie des Cochons! Au lieu d'appuyer l'opposition intérieure, nationaliste, ils envoyèrent des gens qu'ils considéraient

comme des inconditionnels, organisèrent leur débarquement afin de déclencher une guerre qui n'eut évidemment pas lieu. Ils liquidèrent ainsi la possibilité de notre opposition, celle qui était en train de se former dans tout le pays: dans les champs, dans les syndicats, dans les universités. Subitement, nous nous trouvâmes devant un autre type d'opposition, contre-révolutionnaire, qui pensait de manière totalement distincte, et surtout devant un régime qui, dans la confusion qui régnait à cette époque, pouvait liquider tout le monde. La position nationaliste a reçu ainsi un coup très dur; il en va de même au Nicaragua, où je connais des tas de gens qui pensent plus ou moins comme nous, qui se trouvent entre deux feux et qui auront en fin de compte beaucoup de mal à se définir dans la situation concrète nicaraguayenne.

C'est ainsi que cette première opposition, très importante, fut pratiquement détruite à Cuba vers 1965. La majorité des gens qui pensaient comme moi se trouvaient devant le dilemme suivant: la révolution ne fonctionnait pas mais il y avait aussi une contre-révolution à l'extérieur. Qui plus est, la contre-révolution ne nous aimait pas, nous de l'intérieur, et il était hors de question pour nous de l'appuyer. Les choses étaient très claires. Nous ne pouvions donc que tenter de nous opposer dans le cadre de la révolution, et c'est ce que nous avons fait dans la mesure de nos possibilités. Beaucoup de gens furent emprisonnés, d'autres exilés, d'autres fusillés.

Depuis d'autres formes d'opposition et d'autres types de mouvements se sont développés. Ils furent tous également plus ou moins liquidés. Je vous mentirais, puisque je n'ai pas d'informations précises à ce sujet, en vous parlant d'une opposition organisée à Cuba en ce moment, comme il peut y en avoir une au Chili par exemple. Il existe certes des ferments d'opposition, des tentatives de création de syndicats libres et de résistance passive. Il y a beaucoup de gens surtout qui sont contre le régime mais qui pensent que le système ne peut pas changer. C'est la vérité. Demain, il se peut que nous

essuyions une grave défaite militaire dans un pays africain, ou qu'il y ait un conflit international ou un accord entre américains et soviétiques et que les premiers établissent des relations avec Cuba. Il se peut également que le mécanisme du système communiste lui-même, qui est par exemple en train d'organiser le tourisme sur une vaste échelle, favorise une opposition. Toutes ces situations doivent être envisagées.

Pour ma part, si je ne me résigne pas tout simplement à lutter, je ne me fais pas non plus d'illusions quant aux résultats d'une telle lutte. En fait, nous avons à faire dans le monde actuel à une crise, non seulement du marxisme mais aussi de l'idée de socialisme et même de la révolution. Cependant, le marxisme demeure la seule alternative concrète. Malgré tous ses problèmes, d'un point de vue pratique, il est toujours facile d'organiser au Chili une lutte qui se dise marxiste ou non, communiste ou non et qui consiste à mener la guérilla et la résistance clandestine, puis à prendre le pouvoir et à nationaliser. Ce sont des choses claires et simples, qui ne fonctionnent pas, mais qui sont faciles à mettre en pratique. Nous n'avons pas de théorie politique valable, expérimentée dans la pratique, à leur opposer. Si nous ne reconnaissons pas cette vérité, c'est que nous ne le voulons pas! De là découle l'importance de l'idée de démocratie, puisqu'elle nous permet au moins de réfléchir, d'exister, de nous réunir, de créer les conditions de la lutte.

Je suis nettement plus optimiste à propos du Chili que de Cuba. Je ne crois pas, mais je me trompe peut-être, que l'heure de nous libérer de l'Appareil du pouvoir à l'intérieur du monde communiste soit arrivée. Elle tardera encore à venir. En revanche, se libérer de Pinochet au Chili ne relève nullement de l'impossible. Une telle lutte et ses résultats comportent néanmoins des implications profondes dont les camarades chiliens doivent tenir compte. La situation suivante peut se présenter: j'ai eu dans le temps des réunions avec des

amis, nous avons beaucoup parlé et ils étaient assez clairs sur pas mal de points. Ils passaient ensuite à la lutte armée et de grandes difficultés se présentaient inévitablement. Alors les cubains arrivaient avec les armes, l'argent, l'arrogance du pouvoir. Mes amis pensaient, comme c'est normal, pouvoir dominer tout cela en utilisant les instruments qu'on leur fournissait et qui étaient importants pour leur combat. Et à la fin, ils découvraient une organisation qu'ils avaient beaucoup de mal à dominer. Ayant lu les discours de Fidel sur la question, je pense qu'il envisage sérieusement, et depuis un bon moment, un mouvement insurrectionnel au Chili. Les opportunités en ce sens ne manqueront d'ailleurs pas de se présenter. En même temps, je pense que si quelque chose arrive au Chili, ce sera le produit de la réalité chilienne. Vous pouvez plus ou moins modifier ou diriger cette réalité, mais l'essentiel est d'en avoir une idée claire et de rester très proche d'elle. Parce. que l'individu qui, à un moment donné, était le plus proche de la réalité cubaine s'appelait Fidel Castro. C'était un monsieur qui ne se posait pas les problèmes que nous pouvons nous poser; tout simplement, il se déguisait en catholique, mettait une croix autour du cou, baptisait les enfants, parlait de démocratie et de rétablissement de la constitution. C'était un langage que les gens comprenaient et appuyaient, il leur paraissait juste. Pendant ce temps, nous autres étions préoccupés de savoir ce qui se passera après la révolution, ce que le socialisme voulait dire, etc. Nous avions donc beaucoup plus de difficulté à communiquer avec les gens que Castro. La possibilité qu'une grande insurrection armée éclate dans certains pays latino-américains ne me semble pas relever de l'utopie. Le danger serait que notre pays se transforme, une fois de plus, en une terre de personne, ou plutôt des autres, où l'URSS et les USA interviennent de multiples façons, et qu'en fin de compte nous soyons dans une situation similaire à celle qui a suivi la guerre d'indépendance lorsque nous avons fait une grande révolution sans devenir libres pour autant.

A mon avis, 80% de la population cubaine sait que le système ne fonctionne pas et que le désaccord est profond. Lorsqu'ils ont la moindre possibilité d'expression, cela finit mal. Il y a deux ans, lors d'une importante augmentation des prix, il y a eu une sorte de grande protestation. Beaucoup de jeunes communistes ont fini en prison à cause du mouvement. Évidemment, le régime renonça immédiatement à l'augmentation en question.

En fournissant un travail physique très intense, on peut obtenir ce dont on a besoin: un réfrigérateur, un voyage, une maison. Il existe une sorte d'équivalent du stakhanovisme soviétique, qui a beaucoup à voir avec la force brute: le coupeur de canne à sucre, par exemple, sait qu'il peut obtenir telle ou telle chose s'il coupe beaucoup de cannes. Collectivement, la situation est très planifiée: au moins huit salaires différents sont en vigueur. La plupart sont très bas: un ventilateur, dans un pays aussi chaud que Cuba, coute 650 pesos dans un magasin d'État. Pour réunir une telle somme, il faut faire beaucoup de marché noir ou travailler énormément, puisque cela représente près de 5 mois et demi de salaire d'un ouvrier. On a plutôt tendance à dire oui à tout et à faire peu. Ils ont établi des normes fixant la quantité minimum de travail à fournir dans chaque usine. Elles sont parfois respectées, le plus souvent elles ne le sont pas, mais on n'explique jamais aux gens que même si le système de norme fonctionnait au mieux, la production connaitrait ses problèmes habituels, et le rationnement du sucre, de la viande, du lait, du café ne cesserait pas pour autant.

Je pense qu'il existe, non seulement à Cuba, mais aussi dans tous les pays du socialisme réel et dans n'importe quelle situation concrète de ce type, une capacité exceptionnelle du peuple à se résigner et à supporter. Je ne m'aventurerai pas à qualifier une telle capacité. A Paris, par exemple, pendant l'Occupation allemande, la population a physiquement accepté la situation bien que la majorité se trouvait

vraisemblablement en désaccord. Dans toute dictature, il y a des périodes où les gens acceptent beaucoup de choses, et d'autres où ils sont en condition de se révolter.

Cet espèce de consentement négatif existe dans tous les pays communistes. En Pologne, les choses se sont indubitablement clarifiées puisqu'il fallait choisir entre les tanks, la police et les ouvriers. Mais dans ce cas, il y a également un autre problème: qui a raison? Ceux qui disent qu'il faut patienter, ne pas accepter les provocations puisque celles-ci entraîneraient le pire, ou bien ceux qui disent qu'une telle acceptation est dangereuse? Certains disent que si l'on accepte les provocations, les russes interviendront et la répression augmentera, et ils ont raison. D'autres considèrent que le mouvement polonais peut être vaincu s'il continue dans l'inaction, ce qui est également vrai. Par ailleurs, il y a un autre facteur qui devrait nous faire réfléchir en tant que latino-américains: l'Église. L'Église nous convient parfois, d'autres fois elle ne nous convient pas. Pour certains, l'Église en tant que théologie de la libération, c'est bien, mais l'Église conne solidarité, c'est mauvais. Pour moi, honnêtement, c'est mauvais dans les deux cas. La foi est très respectable, mais l'Église comme instrument politique n'est rien de plus qu'un pouvoir qui sert à congeler les masses. Lorsque je pense aux millions de latino-américains au Brésil ou au Mexique qui voient dans la figure du pape Jésus, ou à l'indien auquel on a inculqué une autre religion pour qu'il demeure captif, je comprends l'importance pour l'homme de croire, mais je ne peux m'empêcher de me dire que l'un des grands problèmes est justement de croire, puisque les croyances n'ont évidement pas grand chose à voir avec la réalité. Dans le cas polonais, l'Église qui est un pouvoir temporel est intéressée avant tout à conserver son pouvoir. Il se peut qu'elle ait servi l'opposition à un moment donné et qu'il y ait dans le cas polonais identification entre l'Église et la nation. Ceci est également possible dans certains pays en Amérique latine. Mais après, l'Église nous dit que tout le

monde doit rester tranquille, qu'on ne peut plus rien risquer!

J'ai toujours eu et j'ai encore une conception, sûrement erronée, de la révolution conne quelque chose de non héroïque. Les héros m'ont toujours gêné et j'ai tout fait pour ne pas en être un. Pas pour rien, mais tout simplement parce que je pense que le héros constitue la négation du socialisme et de la révolution. Peut-être que de par mon origine paysanne et ouvrière, je n'ai jamais pensé vouer ma vie toute entière à quelque chose que je pouvais acquérir par d'autres moyens. J'aurais pu être en ce moment à Cuba, avec d'autres latino-américains comme vous, et faire de merveilleux discours sur les merveilles de Cuba, habiter l'une des plus belles maisons de La Havane, avoir une camarade servante chez moi, boire du bon cognac et beaucoup de vin français, fréquenter des tas d'amantes, etc., tout ce qui plairait à n'importe qui. Le problème, c'est le prix à payer pour tout cela. Évidemment, je n'aimerais pas tout cela, sinon dès mon plus jeune âge j'aurais tout fait pour devenir bourgeois. Mon problème est très simple: il faut changer le monde. Mais ce qui me semble une erreur, c'est de changer de camp: ils ont fusillé mon camarade, à moi maintenant de fusiller l'un des leurs. Ou encore, faire la révolution pour devenir riche. Qui est révolutionnaire dans une révolution, l'homme du pouvoir ou celui de l'opposition? Nous en avons parlé une fois avec Fidel, et je ne pense pas m'être trompé. Au départ, tout avait changé à Cuba; il ne restait plus rien du vieux monde, si par vieux monde on entend l'armée, les latifundias, les commerçants et toutes les institutions bourgeoises. Ce changement a naturellement été à l'origine d'une énorme confusion historique difficile à comprendre et qui dure encore. En 1959 par exemple, que pouvaient comprendre les ouvriers cubains de la situation, en votant à 90% contre les communistes lors des premières élections libres dans les syndicats, de ces syndicats qui avaient fait la révolution et se prononçaient pour un socialisme humanitaire de pain et de liberté? Même Fidel n'est pas arrivé à y introduire les

communistes. Un an et demi après en même temps qu'ils voyaient disparaître les patrons, les maîtres des latifundias, tout ce monde qui les avait si longtemps opprimés, ces ouvriers s'apercevaient que l'on mettait en prison leurs propres dirigeants syndicaux et que le mouvement syndical était détruit. Que pouvaient-ils se dire? D'une part, ils étaient forcément d'accord avec la disparition du vieux monde, et d'autre part ils voyaient les injustices, apparemment individuelles, que l'on commettait à l'égard de leurs camarades qui les avaient toujours accompagnés pour accomplir cette révolution. Cette terrible contradiction est un problème du communisme.

Je me souviens de la tête d'Althusser au colloque de Venise, en novembre 1977, en voyant les dissidents, nullement bourgeois, du monde communiste, et en entendant l'un d'entre eux dire avec beaucoup d'humour, à propos du drapeau rouge et du portrait de Marx, qu'il lui semblait se retrouver à Moscou. Tout de suite après, il fit une brillante intervention sur la crise du marxisme, en raison notamment de l'absence d'une théorie de l'État. Mais pourquoi le marxisme devrait-il avoir une théorie de l'État du moment qu'il considère sa disparition comme automatique après celle des classes. En un mot, je ne pense pas que l'échec du monde communiste soit le résultat de la mauvaise foi des communistes qui ont fait la révolution en URSS ou à Cuba. Il s'agit avant tout d'un nouvel instrument de pouvoir qui s'appelle le parti communiste, d'une idéologie qui parle de socialisme mais dont le seul résultat est la création d'un appareil d'élite, qui s'approprie tout, de l'État le plus gigantesque qu'il y ait jamais eu. Cet État comme tout État, est en contradiction avec le peuple. La question n'est pas de nationaliser, mais de socialiser. Envoyer un administrateur à la place du bourgeois, comme à Cuba, ce n'est pas la même chose que de dire par exemple aux ouvriers: «Maintenant, choisissez votre directeur, décidez de la vie de votre usine puisqu'elle vous appartient, à vous et non pas à l'État.» L'État est l'instrument de l'exploiteur, un instrument de

classe, comme disent les marxistes eux-mêmes, forcément répressif. Personnellement, je me considère proche de l'anarchisme, bien que je ne partage pas l'utopie selon laquelle on peut vivre tout de suite après la révolution dans une société sans État. L'histoire a démontré que nous n'y sommes pas suffisamment préparés.

Après l'expérience de la défaite collective d'une révolution, les utopies me font peur. Nous en avons beaucoup parlé, et vraiment je ne suis pas tout à fait convaincu que la solution du monde communiste soit l'expropriation, demain, du parti et de l'État. Comment exproprie-t-on. Qui s'en charge après? Quelles seront les structures que l'on crée? En plus, je suis convaincu d'une chose: qu'il s'agisse ou non d'un phénomène collectif qui vient d'en bas, une avant-garde, une minorité, ne pourra jamais résoudre les problèmes. C'est notre expérience. Dans le cas cubain, il y a des possibilités de lutter à l'intérieur comme à l'extérieur: essayer de créer des syndicats libres, de faire des petites protestations individuelles etc. Tenter de créer, comme en Pologne, des instruments qui permettent, à un moment donné, de construire une opposition. A Cuba et en exil, d'autres personnes pensent à la lutte armée; ils en meurent fréquemment. Un mouvement de ce type, sans base sociale, me parait très difficile à mener dans le pays tel qu'il est aujourd'hui, parce que je crois à la théorie léniniste selon laquelle il n'y a pas de révolution sans mouvement.

Je suis resté à Cuba tant que j'ai pu encore changer quelque chose, même un minimum. Ma dernière expérience fut le «cordon de La Havane», lorsque un million de personnes semaient du café dans des terres non labourées, ce qui apparaissait comme une grande folie collective et un bel exemple de mobilisation des masses. Nous avions fait la guerre sur la sierra Maestra dans des plantations de café. Le café cubain est un café de montagne excellent, et nous cubains sommes de grands amateurs de café. Un jour Fidel eut l'idée – puisque le pouvoir

personnel total lui permet de prendre également des décisions totales – de dire qu'il était difficile ce planter le café à la montagne, mais qu'il valait mieux cultiver la canne à sucre et importer le café, à l'époque bon marché. On abandonne le café de montagne, et nous restons évidemment sans café. Fidel se souvint alors qu'il y a au Mexique des plantations de café dans les plaines et se dit: «Pourquoi pas chez nous?» Il mobilise par conséquent l'État cubain (cf. les journaux les photos et les films de l'époque), on dépense des millions de dollars, on achète du café au Mexique et on mobilise la population de La Havane pour le semer. J'arrive donc un jour pour y participer aussi, et je tombe sur des milliers de personnes en train de creuser de petits trous et d'y mettre des bâtonnets et des pieds de café. Je me suis dit qu'il était devenu fou. Lorsque je demandais aux gens ce qu'ils faisaient tout le monde se mit à rire comme si j'atterrissais d'une autre planète. Tout le monde se rendait compte qu'il n'y aurait jamais de café. Le jour même, on se mit en grève afin que les terres soient d'abord labourées et je me suis dit qu'il y avait encore malgré tout des choses concrètes, pratiques pour lesquelles on pouvait encore lutter. Pourtant, le lendemain, alors que les gens contents regardaient les tracteurs labourer la terre, survint un ordre du parti décrétant qu'il s'agissait d'un acte contre-révolutionnaire et qu'il fallait impérativement continuer à semer le café directement. Ce fut fait et vous pouvez demander à n'importe qui à La Havane si le moindre plant de café en est sorti.

Mon premier exil a eu lieu sous Batista, juste après ma libération de prison. J'ai continué mes activités depuis l'étranger et peu de temps après je suis revenu dans la sierra Maestra. Pour comprendre cette période il faut partir d'un fait très simple: pratiquement notre lutte ne se définissait pas comme révolutionnaire mais comme une lutte pour la reconquête de la liberté perdue. Les manifestes de notre mouvement se prononçaient pour le rétablissement de la constitution suspendue par la dictature. Nous avons écrit une

bonne vingtaine de programmes, plus ou moins radicaux, mais Fidel, en bon politicien, n'a jamais voulu accepter les discussions idéologiques. Il se définissait comme plutôt radical ou comme plutôt conservateur selon l'opportunité politique. La question du socialisme était loin de se poser en ce temps. Nous étions préoccupé plutôt par le militarisme et le caudillisme. Il s'agissait de savoir si Fidel était un militaire ou un caudillo. Lui,, il expliquait qu'il était un civil combattant les militaires, ce qui était vrai. Il se disait également anti-caudillo, mais dans sa manière de conduire la lutte, il y avait une évidente tendance à ignorer toute l'organisation du mouvement. Un exemple: le pacte qu'il a fait avec les vieux politiciens afin d'obtenir l'argent nécessaire à l'achat du bateau. Il avait raison, nous ne pouvions pas réunir nous-mêmes l'argent suffisant pour ce grand yacht. C'est moi d'ailleurs qui ait amené à Mexico l'argent recueilli. Mais auparavant, il a fait un discours qui enflamma tout le monde sur le thème: «Allons-nous frapper aux portes des voleurs et des extorqueurs?». Tout de suite après, sans rien dire à personne, il fit un pacte avec les «voleurs et les extorqueurs» qui lui donnèrent l'argent. Évidemment on ne peut pas dire qu'il s'était vendu aux «voleurs et aux extorqueurs», puisqu'il les liquida par la suite. Mais ce type de recours politique posait par ailleurs des problèmes à tous ceux qui mourraient dans la lutte et qui n'étaient pas consultés. Le *26 Juillet* s'est pratiquement divisé en deux: la partie civile, dans les villes, et la partie militaire, dans la sierra. Pour la partie civile, il faut distinguer entre les milices, les luttes syndicales, le front étudiant, la propagande et le recueil des fonds. Dans la mentalité des villes, on était préoccupé par le militarisme et le caudillisme qui constituaient tous deux une vieille réalité et un vieux mal cubains. L'idée de se doter d'une institution comme les nouveaux syndicats était importante non seulement dans la lutte contre Batista, mais aussi dans la perspective d'empêcher dans l'avenir les décisions trop personnelles.

Un camarade, qui allait entrer dans la même voiture que Fidel à la Moncada, Gustavo Alva, aujourd'hui en prison, un type fantastique, me disait: «L'important, le problème, c'est le fusil!». Je lui rétorquais toujours: «D'accord, mais qu'est-ce qu'il y a dans la tête de celui qui le manie? S'il n'a pas une idée claire de l'avenir il finira en soldat obéissant.» Notre mouvement qui conquit la sympathie de la nation triompha très vite et par conséquent ne put se transformer en une force dans laquelle toute la nation puisse s'incorporer. Nous étions une minorité comportant deux ailes: civile et militaire. L'aile civile a pratiquement perdu la guerre, bien qu'elle joua un rôle très important, alors que l'aile militaire a triomphé. Lors de la prise du pouvoir, le prestige de Fidel et des commandants de la Sierra a été énorme. Ils se sont convertis pour le peuple en véritables dirigeants politiques. La lutte des syndicats et des camarades des autres secteurs avait en réalité moins de poids public. C'est la raison pour laquelle ces dissidences ne pouvaient pas imposer la discussion révolutionnaire, pour ne pas employer le mot de démocratie, qui peut sembler un vieux mot.

Carlos Franqui

Paris, le 1er novembre 1984